

MESURES « RETRAITE »

Articles n°1 : départ anticipé à la retraite

Le Gouvernement a accepté de reconduire au-delà de l'année 2008 le dispositif de départ anticipé pour carrière longue mis en place par la loi du 21 août 2003 en tenant compte de l'allongement de la durée d'assurance, conformément aux dispositions de la loi du 21 août 2003 et du décret du 30 octobre 2003.

Le Gouvernement a également rappelé son souci d'éviter que certains mécanismes de rachat ou de régularisations ne soient détournés de leur objectif initial dans le seul but de bénéficier d'un départ à la retraite anticipé.

Dans ce contexte, cet article prévoit que les trimestres rachetés au titre des périodes d'études supérieures ou d'années d'activité incomplètes, qui ne correspondent pas à des trimestres validés au titre d'une activité professionnelle effective, ne soient pas pris en compte pour l'ouverture du droit à retraite anticipée. Naturellement, ces trimestres continueront à être pris en compte pour les autres paramètres de calcul de la pension.

Articles n°2 et 3 : minimum contributif et reconduction jusqu'en 2012 d'un objectif de minimum de pension pour une carrière complète au SMIC

Le Gouvernement a souhaité reconduire jusqu'en 2012 l'objectif de minimum de pension pour une carrière complète au SMIC fixé par la loi du 21 août 2003 à 85% du SMIC net. Les mesures réglementaires nécessaires à l'atteinte de cet objectif seront prises en temps utile.

Afin que ce dispositif bénéficie réellement aux assurés ayant une petite retraite malgré une durée de cotisation significative, il est prévu d'une part que la majoration du minimum contributif sera ciblée sur les assurés ayant une durée de cotisation minimale fixée par décret et d'autre part que le minimum contributif sera attribué aux assurés dont la retraite totale (base et complémentaire pour l'ensemble des régimes) est inférieure à 85% du SMIC.

Ces évolutions sont cohérentes avec le diagnostic formulé par le Conseil d'orientation des retraites (COR) et les préconisations de la Cour des comptes dans son rapport de septembre 2008 sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale.

Article n°4 : financement par la CNAF de l'intégralité du coût des majorations de pensions pour les parents de trois enfants

Conformément au document remis le 28 avril et au courrier adressé le 29 juillet par le Premier ministre aux partenaires sociaux, le Gouvernement propose d'achever en trois ans le transfert à la branche famille du financement des majorations de pensions pour les parents de trois enfants qu'elle prend aujourd'hui en charge à hauteur de 60%. Ce taux sera porté à 70% en 2009 puis à 85% en 2010 et à 100% en 2011.

Article n°5 : revalorisation du minimum vieillesse

L'article autorise le Gouvernement à augmenter progressivement par décret le montant du minimum vieillesse entre 2009 et 2012 en le fixant à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la revalorisation sur les prix prévue par la loi (article L. 816-2).

Ainsi, conformément à l'engagement pris dans le document du 28 avril, le montant de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) pour les personnes seules sera en 2012 supérieur de 25% à ce qu'il était en 2007.

Articles n°6 et 7 : revalorisation des pensions au 1^{er} avril

Pour remédier aux insuffisances du mécanisme actuel d'indexation des pensions de retraite, mises en évidence en 2008 dans un contexte d'accélération de l'inflation, la revalorisation de l'ensemble des pensions interviendra désormais au 1^{er} avril de chaque année, comme pour les régimes complémentaires AGIRC-ARRCO.

La règle sera ainsi plus claire pour les retraités. Surtout, elle permettra de garantir de façon plus satisfaisante leur pouvoir d'achat d'une part en prenant en compte l'inflation réellement constatée pour l'année précédente (aujourd'hui, un éventuel écart par rapport à la dernière prévision ne donnait pas lieu à revalorisation) et d'autre part en étant plus réactif puisque la revalorisation s'appuiera sur une prévision plus fiable pour l'année en cours, en l'occurrence celle de la Commission économique de la Nation.

La composition de la conférence de revalorisation des pensions est élargie de façon à ce que son champ soit étendu aux régimes de la fonction publique et aux régimes spéciaux.

Un autre article entérine la revalorisation supplémentaire de 0,8% intervenue au 1^{er} septembre de façon à ce qu'elle soit prise en compte dans la prochaine revalorisation qui interviendra au 1^{er} avril 2009.

MESURES « EMPLOI DES SENIORS »

Article n°8 : cumul emploi retraite

Les retraités pourront cumuler sans aucune restriction leur pension et le revenu d'une activité professionnelle sous réserve qu'ils aient liquidé l'ensemble de leurs pensions auprès des régimes de retraite obligatoires dont ils ont relevé, à partir de 60 ans s'ils ont cotisé la durée nécessaire pour bénéficier d'une retraite à taux plein ou à défaut à partir de 65 ans.

Les règles de cumul actuellement en vigueur sont maintenues pour les assurés ne respectant pas ces conditions.

Article n°9 et 10 : surcote

La loi du 21 août 2003 a créé la surcote qui permet de majorer la pension des assurés qui poursuivent une activité professionnelle au-delà de l'âge légal et de la durée requise pour bénéficier d'une pension à taux plein.

Dans le cadre de la mobilisation pour l'emploi des seniors, le Gouvernement souhaite favoriser la prolongation d'activité en rendant la surcote plus attractive à travers plusieurs améliorations :

- le taux de surcote est porté de 3% à 5% par an à compter du 1^{er} janvier 2009 (modification intervenant par décret pour le régime général) et les règles applicables dans la fonction publique sont harmonisées avec celles du secteur privé ;
- la surcote s'appliquera également à compter de 2009 aux bénéficiaires du minimum contributif alors que ce n'est pas le cas aujourd'hui

Article n°11 : accords de branches et d'entreprises en faveur de l'emploi des salariés âgés

L'objectif de cet article est de faire en sorte que les partenaires sociaux se mobilisent dans les branches et dans les entreprises afin de définir et de mettre en œuvre rapidement des actions en faveur du maintien dans l'emploi ou du retour à l'emploi des salariés âgés.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2010, les entreprises non couvertes par un accord ou, à défaut, par un plan d'action en faveur de l'emploi des salariés âgés seront soumises à une pénalité correspondant à 1% des rémunérations versées.

Article n°12 : suppression de la mise à la retraite d'office dans le secteur privé

La possibilité pour un employeur de mettre à la retraite d'office son salarié sera totalement supprimée à compter du 1^{er} janvier 2010, au même moment où les accords de branche dérogatoires permettant de le faire avant l'âge de 65 ans cesseront de produire leurs effets en application des lois de financement de la sécurité sociale pour 2007 et 2008.

Ainsi, la décision du passage de l'activité à la retraite relèvera désormais du seul choix du salarié quel que soit son âge ce qui permettra à ceux qui le souhaitent de prolonger leur activité professionnelle et de bénéficier de la surcote.

Article n°13 : poursuite d'activité au-delà des limites d'âge dans la fonction publique

Les limites d'âge applicables à certains corps et inférieures à 65 ans pourront désormais être dépassées : les agents qui le souhaitent pourront être maintenus en activité sur leur demande et sous réserve de leur aptitude physique.

Ces dispositions entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2010